

Contaminations

Autriche, encore et encore...

Le crime aura finalement payé (mais à quel prix ?). La droite autrichienne avait, en avance sur d'autres droites bourgeoises en Europe, intégré l'extrême droite de son pays au gouvernement fédéral de la République autrichienne. C'était en février 2000, la coalition aura duré deux années et demie. Cette droite autrichienne, loin d'en sortir discréditée et laminée, vient de remporter triomphalement les élections législatives (anticipées) du 24 novembre 2002.

Mieux, elle sera désormais en mesure de choisir son partenaire de gouvernement à sa guise. La droite chrétienne-sociale est redevenue le premier parti à 42,3 % des voix (contre 26,8 % aux élections de 1999, où elle n'avait occupé que la troisième place). Elle est capable de former une majorité à la fois avec l'extrême droite post-nazie et populiste, mais aussi les sociaux-démocrates et même (dans une alliance inhabituelle) avec les Verts qui seraient prêts à entrer dans une telle coalition. Mais le scénario plus probable semble bien, à l'heure actuelle, la reconduction d'une alliance liant de nouveau les chrétiens-sociaux à l'extrême droite. Cependant, le chaos actuel qui règne au sein du FPÖ - sous forme de règlement de comptes exacerbés - pourrait faire pencher le ÖVP en faveur de la recherche d'une alliance avec les écologistes, assez modérés.

La formation de l'alliance gouvernementale entre ÖVP (Parti du peuple autrichien), le parti conservateur chrétien-social, et le parti populiste du FPÖ (Parti de la liberté autrichien) à Vienne en 2000 provoqua alors des vives protestations dans les autres capitales européennes. Quelques mois plus tard, en septembre 2000, les « sanctions » symboliques - surtout sur le plan diplomatique - adoptées par les autres pays de l'Union européenne à l'encontre de l'Autriche, furent levées. Puis on commença à s'habituer à la situation. Plus tard, des alliances de gouvernement entre la droite classique et des partis populistes-racistes ont vu le jour dans d'autres pays européens : Italie (depuis mai 2001), Danemark (depuis septembre 2001), Pays-Bas (entre mai et octobre 2002). Le résultat autrichien du 24 novembre 2002 risque même de confirmer les partisans d'une telle alliance

dans leurs options. L'exemple autrichien n'a-t-il pas apporté la preuve qu'une telle alliance « avec le diable », loin de nuire à la droite, finira par la renforcer au détriment de son partenaire apparaissant d'abord comme sulfureux ? N'est-ce pas même le meilleur moyen de venir à bout d'une telle concurrence, en la réduisant à sa place congrue, et de minimiser ainsi le danger ? C'est en tout cas la lecture que propose, en France, l'hebdomadaire *Le Point*. Dans son numéro du 29 novembre 2002, on peut ainsi lire : «...la chute de la maison Haider confirme que l'exercice du pouvoir, pour un mouvement populiste essentiellement protestataire et démagogique, est un piège mortel. L'expérience autrichienne, vaut d'être méditée ailleurs en Europe. Elle montre que, bien plus que des condamnations morales (...) c'est l'épreuve aride du pouvoir qui est le meilleur moyen de disqualifier l'extrême droite et les promesses de lendemains qui chantent.» Faut-il alors, en conséquence, souhaiter ardemment que les partis populistes ou d'extrême droite viennent au plus vite au pouvoir dans l'ensemble des pays européens ? Devrions-nous avoir hâte, en France, de mettre le Front National le plus rapidement possible au pouvoir, si celui-ci a de tels effets ?

Un tel raisonnement semble bien évidemment plus que hasardeux, voire potentiellement suicidaire. S'il est vrai, à l'évidence, que Jörg Haider n'est pas Adolf Hitler, l'échec (jusqu'ici) de sa première expérience du pouvoir est avant tout dû aux circonstances extérieures. La crise économique est sociale était loin

Sommaire :

p.1 & 2 : Autriche

p.3 : Elections prud'homales
Forum Social Européen de Florence

p.4 : Bilan de Vitrolles par la CFDT

p. 5: Isa à Strasbourg ; Communiqué
commun CFDT-CGT sur la CSL

p. 6 : Moscou ; NH et le CPNT

d'être assez forte pour permettre l'instauration d'un régime d'exception, a fortiori dans un pays européen relativement petit tel que l'Autriche. (Un pays qui est marqué par une stabilité sociale très forte, et ayant un taux de chômage avoisinant les 4%). Si la pauvreté et la destruction du lien social progressent en Europe, on est en général - et a fortiori dans un pays comme l'Autriche - très loin d'avoir atteint les conditions des années 30.

Dans l'exemple autrichien, il faudra y ajouter la faiblesse numérique de la couche dirigeante ou de « cadres » du parti FPÖ, qui a donné une importance exacerbée aux querelles et rivalités de personnes. Finalement, c'est bien ces dernières qui ont pour l'instant gravement nui au FPÖ. Loin d'instaurer une division rationnelle des tâches entre les ministres participant au gouvernement et les autres cadres du parti, Haider a fini par crier publiquement à la trahison personnelle vis-à-vis de ceux qu'il avait lui-même faits ministres. Cela fut particulièrement flagrant avec « son » ministre des finances Karl-Heinz Grassler, un jeune carriériste dont il avait lui-même assuré la promotion. Au moment où le FPÖ s'est retiré du gouvernement, en septembre dernier, Grassler refusait de démissionner.

Quelques semaines plus tard, il rallia même le chancelier conservateur Wolfgang Schüssel dans son équipe de campagne, en annonçant qu'il préférerait « suspendre » son appartenance au FPÖ et continuer à appartenir au gouvernement. Alors que Grassler critiquait la visite personnelle de Jörg Haider chez Saddam Hussein en octobre 2002, la deuxième visite de cette année, Haider lui reprocha de « vouloir décrocher un job aux Etats-Unis, c'est pourquoi il cherche à avoir les faveurs de la Côte Est », ce qui signifie très clairement dans son langage : celles des juifs. C'était probablement la pire insulte qui puisse être prononcée entre militants du FPÖ. Karl-Heinz Grassler ainsi que l'ancienne numéro 2 du gouvernement, elle aussi en rupture avec Haider, Mme Susanne Riess-Passer, ont même déclaré leur intention de porter plainte contre Jörg Haider, même s'ils ne semblent pas avoir mis en oeuvre leur annonce.

Et puis, quelques jours après les élections, le nouveau président du FPÖ, Herbert Haupt, annonça soudainement leur réintégration au FPÖ et l'abandon des poursuites disciplinaires à leur encontre. Haupt fut rapidement contredit par certaines sections régionales du parti, faisant valoir que (dans un pays fédéral) elles disposaient de leurs propres statuts et qu'elles allaient poursuivre la vague d'exclusions contre les « traîtres » au parti. Haupt ne se trouve à la tête du FPÖ que depuis quelques semaines. La tête de liste désignée du FPÖ pour les dernières élections, Mathias Reichhold, ex-ministre des transports, avait jeté l'éponge peu de temps avant le scrutin, sous le prétexte de problèmes cardiaques. Haupt est l'ancien

ministre (masculin) de la condition féminine et des affaires sociales, une spécificité du gouvernement droite-extrême droite des dernières années...

Le FPÖ a perdu 700.000 électeurs ou les deux tiers de son électorat (au total, 4 millions d'électeurs environ ont participé aux législatives). Ainsi le parti passe de 26,9 % des suffrages aux élections du 3 octobre 1999 à « seulement » 10,15 %. La très grande majorité de ces voix (environ 550.000 électeurs) a été absorbée par le parti conservateur ÖVP. Seuls 136.000 anciens électeurs du FPÖ ont été récupérés par le parti socialiste SPÖ, qui avait pourtant perdu massivement des voix au profit du FPÖ, au début des années 1990. Cependant, le SPÖ est redevenu, pour la première fois depuis plus d'une décennie, le premier parti dans l'électorat ouvrier. Tout au long des années 1990, cette place avait été occupée par le FPÖ.

Cette défaite du FPÖ ne signifie pas nécessairement que ses anciens électeurs soient revenus à des meilleurs sentiments. Ainsi les médias ont pu citer un certain nombre de témoignages d'électeurs déçus du FPÖ, reprochant à ce parti de ne pas avoir tenu ses promesses (ou leurs attentes) en matière sociale... et en matière de réduction du nombre d'immigrés. Pour beaucoup d'entre eux, ils ont choisi de miser sur la variante plus « soft » et plus « réaliste » de la droite, sans abandonner en totalité leur ancienne vision des choses.

Que deviendra Jörg Haider ? Au lendemain des élections, lundi 25 novembre, il a annoncé vouloir quitter « définitivement » la politique et abandonner tous ses postes. Certes, c'était loin d'être la première fois, et presque devenu une habitude... Entre temps, il a décidé de garder néanmoins son poste de gouverneur (élu) de la région de Carinthie, son ancien fief absolu où le FPÖ est quand même passé à la position de troisième parti (de 39 à 24 % des suffrages). Il n'est pas sûr que Haider aille réellement se contenter d'une retraite politique. Ainsi certains observateurs évoquent une possible candidature, à la tête d'un rassemblement des extrêmes droites de plusieurs pays, aux élections européennes de juin 2004. En juillet 2002, Jörg Haider avait accueilli « chez lui », au bord d'un lac touristique en Carinthie, les dirigeants du Vlaams Blok (belge-flamand) et la Ligue du Nord italienne. Si l'Autriche est devenue « trop petite » pour lui, Haider pourrait se trouver des ambitions ailleurs. Où il ne sera pas forcément le bienvenu...

Elections prud'homales

A l'approche des élections prud'homales du 11 décembre, s'est posée la question de savoir si l'extrême droite allait de nouveau tenter d'infiltrer le monde du travail par ce biais. En 1997, le Front National (non encore divisé) avait opté pour une présence manifeste. Sans se cacher, il avait présenté plusieurs listes estampillées cFNt

(confédération française nationale des travailleurs). Mais - en partie antérieurement, en partie postérieurement au scrutin - l'ensemble de ces listes, ou des mandats « conquis », avaient été annulés par les tribunaux.

En 2002, on n'a pas assisté à une offensive manifeste de la même envergure. La direction du FN a assuré « n'être pour rien dans des candidatures 'spontanées' » (*Libération*, 09.11.02), le secrétaire général Carl Lang ajoutant : « Ce sont des initiatives périphériques », sans en préciser le nombre. Néanmoins, on a pu observer la constitution de quelques listes se situant dans une proximité évidente vis-à-vis du FN. (Le MNR, lui, jusqu'à preuve du contraire, semble avoir été trop préoccupé par ses propres problèmes, c'est-à-dire à gérer son déclin...)

Ainsi, dans le sud-est de la France, on signalait plusieurs listes présentées par, ou marquées par la présence de militants du Front National. L'hebdomadaire régional du Vaucluse (le Comtadin) signalait, début novembre, la présence de trois listes à considérer comme proches du FN. A Avignon ainsi qu'à Orange, deux listes Empi (Entreprises modernes et patronat indépendant) étaient présentées dans le giron du parti d'extrême droite, du côté des employeurs. Dans le cas de la liste d'Avignon, elle était conduite par un ancien conseiller municipal FN, Hubert Carme - qui avait d'ailleurs déjà été élu conseiller prud'homal, en 1997, et siégé « pendant six ans (...) en toute légalité » d'après ses propres propos (*Libération*, 09.11.02). Celle d'Orange rassemblait plusieurs proches du maire FN de la ville, Jacques Bompard.

A Orange, se présentait par ailleurs une liste proche du FN du côté des salariés, à savoir la liste estampillée RST (Renouveau syndical des travailleurs) dans la section de l'encadrement. Sa tête de liste, Jean-Marie Allauzen, avait été directeur de campagne de Jacques Bompard. Le FN local avait pourtant dénié tout lien avec la liste RST. Cette liste a été invalidée, le 15 novembre, par le Tribunal de grande instance d'Orange. La totalité des syndicats d'employés présents dans la section de l'encadrement - les cinq confédérations, l'UNSA et la FSU - avaient introduit un recours ensemble contre la liste, ce qui constituait un fait remarquable. Cependant, le tribunal n'a pas pris en considération les arguments invoqués par les syndicats plaignants, suivant lesquels une liste « soit déposée par un parti politique, soit prônant des discriminations » ne pouvait se présenter (sur la base de la loi anti-discrimination du 16 novembre 2001) aux élections prud'homales. En effet, le motif de l'invalidation de la liste était basé sur des irrégularités formelles : les cartes d'identité de trois des candidats étaient périmées.

A Lunéville, dans la Meurthe-et-Moselle, ce fut encore une liste intitulée Empi (du côté des employeurs) qui a été invalidée par le tribunal d'instance de la ville. Ici, c'était le secrétaire départemental du FN, Bernard Thiry, qui avait un peu trop ouvertement bavardé dans la presse. Ainsi, il avait reconnu vis-à-vis du quotidien « L'Est républicain » (24 octobre 02) présenter « une liste Front National déguisée » aux élections prud'homales. L'invalidation fut prononcée, le 13 novembre, sur la base de la disposition de la loi de 2002, interdisant à un parti politique ou encore « à une organisation prônant des discriminations » de déposer une liste.

On peut cependant s'interroger sur les raisons qui ont poussé ce secrétaire départemental du parti lepéniste à parler aussi inconsciemment. S'agissait-il de pure bêtise, le FN devant se contenter du premier venu comme secrétaire, au moment de la scission avec les mégrétistes (quand M. Thiry avait été recruté à ce poste) ? S'agissait-il d'une provocation ? Ou alors d'une manière de détourner éventuellement l'attention d'autres tentatives d'infiltration moins évidentes, plus habiles, par exemple sous forme de présence de militants FN (individuels) sur certaines listes syndicales ?

FORUM SOCIAL EUROPEEN Florence, 7 novembre 2002

« Le danger de l'extrême droite : la fracture sociale en Europe »

Dans le cadre du Forum Social Européen était programmée une conférence « officielle du matin (traduite) » sur la question de l'extrême droite en Europe. Devant plusieurs centaines de participants, en introduction à la discussion, coordonnée par Federica Mogherini (Sin. Giovanile) et Nouno Tito (Portugal), plusieurs intervenants y ont présenté leur point de vue, à partir de la réalité de leur pays d'origine. Sont ainsi intervenus : Herman Dworzczak (Centre de documentation autrichien sur la résistance), Gary Younge (The Guardian, Royaume Uni), Tamas Krausz (Attac Hongrie), Tania Assulin (UNEF - France), Michel Tubiana (Président de la ligue des droits de l'homme France), Guido Caldiron (Liberazione Italie)

Malgré le nombre et la durée d'interventions très inégales et quelques difficultés de compréhension liées pour certains intervenants à « des doubles traductions », les points de vue concernant la nature des « nouvelles » extrêmes droites en Europe et de leurs montées ont été très clairs et sont pour le moins convergents.

Ces « extrêmes droites » sont très diverses et on ne peut pas simplement les assimiler à ce qu'a été le fascisme dans les années 1930. S'appuyant sur les réalités de leurs pays respectifs elles se construisent sur des ressorts différents, racisme

(tension anti-pakistanaise au Royaume Uni), nationalisme (Russie), antisémitisme... et bénéficient du soutien de nombre de déshérités, désorientés par les crises politiques et sociales dans chaque pays, crises qui s'alimentent à la fois des pertes d'identités et des pressions exercées par la mondialisation libérale : ainsi en France, le vote Le Pen est devenu le 1^{er} chez les ouvriers.

Cependant, loin de la représentation nostalgique du passé, ces extrêmes droites s'appuient tout aussi souvent pour se construire sur une certaine modernité « commerciale » et pour certains, réelle particularité inquiétante de ces mouvements, sur une nouvelle conception individualiste de la société répondant à l'échec des projets politiques collectifs de gauche tant dans les anciens pays de l'est que de l'ouest.

Nouvelles extrêmes droites ou/et nouveaux « populismes de droite » la question était pour le moins en débat. Le « modèle » Berlusconi, où la frontière des programmes entre néo-libéralisme et extrême droite est très flou, interroge. « Droite plurielle », pour certains, « soudure » ou « agglomération » néo-libéraux et fascistes, pour d'autres, fascisme post-moderne pour d'autres encore... La nature des formes de recomposition à droite de la droite et l'effet pollution des concepts racistes et autoritaires sur l'ensemble des sociétés ont aussi été au centre de la discussion. Ces « rapprochements » ont aussi été favorisés par le contexte qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001 tout en libérant un arsenal idéologique et juridique pour criminaliser toute une série de mouvements sociaux.

Les extrêmes droites sont de plus en plus à même d'imposer des alliances, de peser sur les recompositions en cours, à droite de la droite, de pousser politiquement des projets régressifs voire de se poser en alternative. Les partis de gauche se sont quant à eux avérés incapables de répondre aux questions posées par le délitement des centres nationaux de décisions, découlant de la mondialisation libérale, et demeurent en panne de projet.

Face à ce constat, le Forum Social Européen aura certes été un premier moment de bilans et de débats, formidable par son dynamisme, sa jeunesse, par le nombre des participants... et par l'espoir qu'il porte. Mais ce débat sur l'extrême droite aura bien fait apparaître les enjeux en matière de construction de projet alternatif et de rythme de cette construction. Une véritable course de vitesse et un bras de fer sont engagés... face au gouffre économique et social alimenté par la mondialisation libérale. Ils ne sont cependant pas gagnés d'avance. Le Forum social aura permis d'en mesurer la dimension.

Un militant de la CFDT Communaux de Vitrolles revient pour ISA sur la défaite des Mégret

« Le 6 octobre 2002 les Mégret ont été balayés de la ville de Vitrolles. Pour comprendre les raisons de cette victoire historique (...) et les raisons du soutien de la C.F.D.T. pour le candidat Obino, il est nécessaire de faire un petit retour en arrière sur les élections municipales de mars 2001.

(...) Beaucoup d'électeurs n'ont pas accepté qu'après les graves disputes de l'avant premier tour, les deux candidats (Tichadou – Hayot) "s'embrassent sur la bouche". Les conséquences de ce "mariage" raté a été d'environ 400 bulletins de votes rayés et barrés, alors que les Mégret avaient gagné de 201 voix. (...) Cette liste avait été faite dans l'urgence, sous pression, sans respect et au mépris de toute concertation avec les militants. (...)

Il fallait donc profiter de cette annulation pour "arracher" cette ville à l'extrême droite en n'oubliant jamais qu'un nouvel échec était possible et qu'il aurait été bien plus dévastateur et tragique que celui que nous avons enduré le 18 mars 2001. (...)

Parce que tout avait été laissé au hasard en 2001, le combat contre l'extrême droite et contre les Mégret ne permettait pas d'approximation et de laisser aller, les décisions, les orientations, le programme, devaient être pris et décidés collectivement avec les militants politiques, associatifs et syndicaux, afin que la stratégie et l'organisation en général soient prises en compte par le plus grand nombre.

Parce que les thèses défendues par le maire sortant étaient basées principalement sur l'exclusion, la discrimination et la répression avec un corollaire polémique et ultra-sécuritaire, la liste, la campagne électorale et l'ensemble des candidat(e)s ne pouvaient être que synonyme de renouveau politique d'intégrité et d'éthique.

Enfin l'enjeu de ces élections sur Vitrolles dépassait largement le cadre d'une simple élection municipale et il était plus que probable que le clan Mégret allait mettre une nouvelle fois le "paquet" afin de conserver ce bastion qui lui procure : l'argent, les infrastructures, les hommes de mains, et une certaine légitimité politique dont il a nécessairement besoin, pour se développer sur tout le territoire national. (...)

Notre « fil à plomb » reste le militantisme de terrain. Cela reste le meilleur « diplôme » et la meilleure reconnaissance possible. De ce côté là le candidat Tichadou étant « aux abonnés absents », la C.F.D.T. a donc soutenu activement la candidature du Dr Obino. (...)

La liste Obino victorieuse est le reflet des attentes des Vitrollais en matière de : gestion, d'éducation, de culture, d'animation, de sécurité, de prévention, etc... Hormis les membres des partis de l'ex gauche plurielle, le monde associatif et syndical est très présent (C.G.T., F.S.U., C.F.D.T., Espace citoyen, Mouvement Démocratique Vitrollais, Léo Lagrange, Les Francas, Maison pour l'Egalité, "La charrette", etc...). C'est un atout d'une importance capitale pour la reconstruction et pour réduire rapidement et définitivement les 46% de l'extrême droite locale.

Durant 6 longues et éprouvantes années, la C.F.D.T. a mené un combat impitoyable contre l'extrême droite. Les militants du syndicat INTERCO-13 C.F.D.T. y ont participé activement. Une présence active sur le terrain, une lutte revendicative dans les instances paritaires, une lutte juridique pour les droits et le respect du statut des fonctionnaires.

Notre seul et unique but était de limiter au maximum les dégâts et la destruction annoncés du service public Vitrollais. Nous y sommes je crois parvenus. Le travail fait et accompli par les militants est important et pourtant rien ne nous aura été épargné.

Au début de la campagne électorale du 29 septembre et du 6 octobre, la C.F.D.T. avait fait savoir au candidat Guy OBINO qu'elle refuserait toute "chasse aux sorcières". Même si, pendant les six années écoulées nous avons souvent été provoqués, insultés et menacés.

Nous voulons que tous les agents puissent désormais exercer leurs missions, dans une situation clarifiée et assainie. Les agents statutaires vont reprendre toutes leurs places dans le fonctionnement des services municipaux, tous les "placards" vont être enfin libérés.

La reconstruction du service public Vitrollais ne pourra pas se faire sans les organisations syndicales. Nous connaissons trop bien l'état d'esprit des agents de cette municipalité pour ne pas être associés au renouveau.

Le dimanche 6 octobre 2002 restera gravé à jamais dans nos mémoires. Nous sommes enfin sorti de la nuit et du brouillard. La victoire sur l'obscurantisme, la haine et la racisme annonce pour tous les fonctionnaires et tous les citoyens Vitrollais des jours meilleurs. Nous y veillerons tout particulièrement. »

ISA à Strasbourg

Le collectif justice & libertés de Strasbourg (Comité départemental de vigilance contre l'extrême droite)*

organisait le samedi 23 novembre dernier : **6 heures contre l'extrême droite**, expliquant que « *Contrairement à ce que l'on aurait pu croire après la scission du Front National, l'extrême droite est vivante et bien enracinée en France et en Europe. Le deuxième tour des élections présidentielles en a été une démonstration édifiante. Par ailleurs, l'extrême droite se renouvelle et se rajeunit (Marine Le Pen). En Alsace, la recomposition de l'extrême droite, mâtinée de régionalisme, est en cours.* ». Lors de cette journée, ISA était invité, pour animer un forum intitulé :

- Entrisme et comportement de l'extrême droite dans les syndicats.

En présence d'un représentant de la CFDT locale, le débat fut une réussite de par les questionnements de l'assistance et les différentes positions qui s'exprimèrent. Par ailleurs, environ cent cinquante personnes participèrent à cette journée. Le collectif justice et liberté de Strasbourg, moteur de la mobilisation nationale contre le congrès du FN à Pâques 97 a montré sa capacité à réactiver ses réseaux antifascistes à la hauteur des enjeux du résultat du premier tour des présidentielles. Car comme il était écrit dans le tract d'appel à cette manifestation : « *Pour s'opposer efficacement à l'extrême droite, il convient d'identifier les organisations et les structures qui lui servent de relais, leurs idées, leur implantation, leurs initiatives et leur personnel politique* ».

* justicelibertes@fr.st www.justicelibertes.fr.st

Communiqué commun CGT-CFDT concernant la CSL (Nouvelle Vie Ouvrière 15/11/02)

« Notre culture s'est nourrie des traditions philosophiques ou religieuses diverses qui ont constitué le 1^{er} terreau de l'humanisme moderne.

Des différences, des divergences peuvent exister entre nous sur l'analyse de la société et sur les voies pour l'amender ou la transformer, mais l'attachement à ces valeurs est constitutif de notre identité. Tout manquement à leur respect a toujours été et demeure préjudiciable à notre image et à l'efficacité de notre action. Cette orientation fondamentale et les attitudes qui en découlent ne sont, toutefois, pas toujours partagées par des organisations qui intervenant sur le terrain social, ont au contraire, des comportements sans foi ni loi, irrespectueux des organisations comme des personnes. La CSL (ex CFT) a particulièrement sévi dans cette catégorie. Son histoire est émaillée de comportements mêlant violence verbale et physique. Des épisodes tragiques (... dans l'automobile, aux Verreries champenoises...) sont encore dans toutes les mémoires.

Exsangue aujourd'hui car ne disposant plus de ses appuis traditionnels, cette organisation, avant de se faire oublier, entend se dissoudre dans un nouveau

cadre dont elle dit avoir toujours été proche. Chaque organisation est bien sur maître de ses alliances et de ses accointances.

Toutefois, nous considérons que même toiletés ou pasteurisés, il y a des gens infréquentables pour des syndicalistes attachés réellement aux valeurs démocratiques, et nous sommes convaincus qu'il faut le faire savoir. Sans qu'il nous appartienne de porter jugement sur l'accueil qui leur sera fait, nous devons simplement exercer un devoir de vigilance et de mémoire auprès de nos organisations et de nos équipes. La dissolution d'un danger ne l'élimine pas pour autant.

Novembre 2002

Répression de la prise d'otage à Moscou : barbarie à l'état pur !!!

La répression barbare de la prise d'otage à Moscou, avec ses centaines de victimes gazées, est venue faire la démonstration du peu de cas que fait le gouvernement russe des vies humaines lorsqu'il s'agit de défendre sa politique raciste et néo-colonialiste en Tchétchénie. Cette brutalité sans aucune retenue rappelle au monde la sale guerre qui est menée depuis trois ans contre tout un peuple. Nous ne pouvons rester indifférents au sort du peuple Tchétchène. Les initiatives du CONVOI SYNDICAL pour la Tchétchène, regroupement pluraliste des syndicats (CGT, CFDT, SUD, UNEF, FSU), des associations et des militants du comité Tchétchène, en solidarité avec les lycéens, les étudiants et les enseignants tchétchènes, ainsi que les syndicats opposés à la guerre doivent être soutenues par les militants syndicaux. Depuis 3 ans ce collectif a organisé plusieurs actions de solidarité, la dernière concerne la réhabilitation des écoles où les enfants tchétchènes vivent dans des conditions particulièrement difficiles en particulier :

1. L'école secondaire du camp de réfugiés de Bart, en Ingouchie, près de Nazran (7 salles, 17 classes, 14 profs, 550 élèves), qui manque cruellement de matériel pédagogique
2. La section francophone de l'Université de Grozny, qui est dans un état de destruction avancé
3. L'Institut pédagogique, également très démuné
4. L'orphelinat de Nardterechnoe, au nord de Grozny.

Chèques à l'ordre du Convoi syndical, CCP Paris n° 27 964 96 A, à adresser au Convoi syndical, 23, rue de la Mare, 75020 Paris

Tél 01-44-62-13-41.- www.cst.ras.eu.org

La pêche aux chasseurs

Un article paru dans NH du 12 septembre 2002 sur le cercle national chasse pêche environnement (CNCPE). L'introduction annonce la couleur : « Il n'est nullement question ici de faire l'apologie de quoi que ce soit, mais seulement de présenter un cercle qui

regroupe un nombre non négligeable d'adhérents du FN »

L'article explique la raison d'être de ce cercle : « notre mouvement a besoin d'experts (sic) pour constater des faits, analyser des évolutions et proposer des solutions (...) surtout dans la perspective d'un gouvernement. » Que faut-il entendre par là après les résultats électoraux du mois d'avril ?

Ensuite, l'article met les choses au clair par rapport au CPNT : « ... chez les ruraux, le CPNT constituait la sensibilité première. Or cette structure a mené les électeurs dans une impasse totale... »

Et pour entretenir le mythe du danger venant de l'extérieur, à propos des loups « ...les dégâts occasionnés par leur retour créé une mise en danger de la filière ovine en France. On peut avancer sans grand risque qu'il s'agit derrière tout cela d'avantager les producteurs ovins néo-zélandais. »

Voilà une description de la politique agricole européenne tant soit peu originale !

ISA vous souhaite de

**BONNES FETES
DE
FIN D'ANNEE
et
UNE BONNE ANNEE 2003**

Abonnement

Nom Prénom et/ou syndicat

Adresse

Code Postal Ville

🍏 10 numéros : 7,60 €

🍏 Abonnement de soutien : 15 € ou plus

Chèque à l'ordre d'ISA

Contact

ISA chez VISA

80, 82 rue de Montreuil, 75011 Paris

Fax :01 48 36 66 33

e-mail : visacom@club-internet.fr

Dir. De publication : F. Pécoup

Administration : I. Nicolas, JJ. Petiteau,

Rédaction : H. Alexandre (FGTE-CFDT),
C. Aumeran (SNUJ), C. Birnbaum (SNESUP-FSU), P.
Farfart (SNUIPP-FSU), F. Mahé RIF Paris 19°
JP. Ravaux (SNPES-PJJ-FSU), D. Turbet-Delof (SNUJ),
JL. Wichegrod (CGT Finances),

CCPA n°0603 S 05157

Edité par VISA / Imprimé par nos soins

VISA :80/82 rue de Montreuil 75011 Paris